

D173B08

16 avril 1981

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITÉ

# Entre Washington et Moscou

PAR JACQUES CHIRAC

**L**A France a les moyens d'une grande politique étrangère grâce à la V<sup>e</sup> République. Elle est la troisième puissance nucléaire du monde, l'un des rares pays à disposer d'une défense totalement autonome, la cinquième nation industrielle de la planète, la troisième puissance commerciale du globe. Depuis de Gaulle et Pompidou, il faut compter avec la France, chacune des deux super puissances le sait. Mais ce n'est pas suffisant, car pour être réellement respecté notre pays doit renoncer à sa tentation mondialiste et à la quête systématique d'un bon voisinage universel qui marque, trop souvent, son action diplomatique.

Si je suis élu président de la République, je parlerai toujours à Washington et à Moscou le même langage : celui d'un homme qui préfère convaincre que séduire, être pris au sérieux plutôt qu'être aimé. La politique étrangère n'est destinée ni à rendre heureux ceux qui la conduisent, ni à susciter l'admiration des opinions publiques. Une bonne et saine diplomatie ne se juge qu'à ses résultats. Et si les succès extérieurs que la France a recueillis depuis quelques années apparaissent aussi notoirement insuffisants, c'est parce que le style fut préféré à

la substance, le spectaculaire au durable, les apparences à la réalité.

Or, cette réalité — en particulier dans le domaine des rapports Est-Ouest — se réduit à quelques vérités simples.

En premier lieu : la détente avec l'U.R.S.S. Elle est, certes, indispensable mais à condition d'être menée, du côté de la France, de manière lucide et courageuse. Il serait dangereux de lui attribuer davantage de vertus qu'elle n'en possède. Vue du Kremlin, la détente ne constitue en rien un répit au conflit fondamental qui oppose le camp communiste à celui de la liberté ; c'est une sorte de *modus vivendi* qui doit prémunir contre les risques d'un affrontement brutal. Rien de plus et rien de moins. Ainsi, lorsque l'agence Tass, en février 1980, déclare que l'Union soviétique se reconnaît le droit d'intervenir en tous points de la terre pour « soutenir la lutte des classes à l'échelle mondiale », elle ne fait que réaffirmer cette évidence.

Il est regrettable que ceux qui ont pour mission de conduire l'action extérieure de notre pays ne s'en soient pas aperçu et aient continué d'affirmer, de longs mois après l'invasion de l'Afghanistan, qu'il n'y a pas d'alternative à la politique de détente. Non pas que cette politique ait épuisé ses vertus. Il faut la poursuivre mais sans se voiler la face devant la réalité : les Soviétiques mettront à profit toutes les occasions d'avancer leurs pions. A nous de leur dé-

montrer que détente ne signifie pas complaisance, à nous de donner des coups d'arrêt partout où c'est indispensable. Nous en avons les moyens, il faut les utiliser. C'est un langage que les Soviétiques comprennent fort bien. Ce n'est pas, je pense, être antisoviétique (comment, d'ailleurs, un gaulliste pourrait-il oublier que l'ouverture à l'Est fut l'œuvre du Général ?) que de rappeler que seule la fermeté des Occidentaux est comprise par le Kremlin. En 1948, à l'occasion du blocus de Berlin, en 1962, lors de la crise de Cuba, ce ne sont pas les exhortations à la modération ou les protestations diplomatiques qui ont fléchi les Soviétiques, mais bien la réaction vigoureuse et solidaire des Etats du monde libre — le nôtre.

Il y a plusieurs années, déjà, que je tiens de tels propos (1) et m'efforce de mettre en garde contre une approche trop optimiste des rapports Est-Ouest. Je ne suis pas certain, hélas, d'avoir été entendu.

Et pourtant, combien nécessaire serait notre vigilance en ces temps incertains où l'ombre de Kaboul se projette sur Varsovie !

Dans ses relations avec l'Union soviétique, la France devrait, à mon avis, avoir à cœur d'éviter deux écueils. D'abord, ne pas céder à l'attrait d'une diplomatie trop personnalisée. Les sommets et les conférences sont, certes, bien utiles. J'en ai moi-même

éprouvé les avantages du temps où j'étais premier ministre. Mais il y a néanmoins un risque : celui de croire un peu hâtivement que le simple fait de négocier avec l'U.R.S.S. constitue en soi une victoire, et qu'il suffit, pour décrier les relations internationales, de porter un toast à la paix. De ce point de vue, il faut bien constater que le sommet de Varsovie n'a pas, jusqu'à présent, allégé la douleur des Afghans !

Deuxième piège à éviter : l'espérance d'une libéralisation rapide des sociétés communistes sous l'influence bienfaisante du commerce Est-Ouest.

Là encore, une précision s'impose. Nul plus que moi ne croit à la nécessité de ne pas mettre l'U.R.S.S. et les pays d'Europe de l'Est au ban de la société internationale et de ne pas les priver systématiquement de nos crédits et de notre technologie. Nous pouvons certes, en développant les échanges économiques,

D173B09

16 avril 1981

BANQUE D'INFORMATION POLITIQUE ET D'ACTUALITÉ

commerciaux, culturels, élever le niveau de vie de ces populations, susciter leur intérêt pour notre civilisation, voire, un jour, les rapprocher de nous. Mais, là aussi, soyons lucides : cet effort sera constamment contrarié par les Etats communistes, comme en témoignent les événements de Pologne.

A nous de leur montrer que la détente n'est pas à sens unique, et qu'ils doivent cesser de croire qu'ils en retireront tous les avantages sans contrepartie.

Pour l'U.R.S.S., il y a deux camps, deux systèmes, deux conceptions de l'Histoire qui s'affrontent. Ce n'est pas en refusant de percevoir cette vérité aveuglante, ou en demandant aux Soviétiques de « modérer la compétition idéologique » que nous ferons progresser la cause de la paix. On ne peut avoir une chance de changer le monde qu'en le prenant tel qu'il est.

Après la détente avec l'U.R.S.S., l'amitié avec les Etats-Unis. Sur ce point également, une ambiguïté doit être levée. Depuis une vingtaine d'années, certains observateurs superficiels — ou malveillants — accusent les gaullistes d'antiaméricanisme et d'atlantisme. Il s'agit, là, en fait, d'une querelle de vocabulaire.

Si, en effet, être atlantiste signifie obéir aveuglément aux consignes de Washington ; confondre alliance égalitaire et allégeance ; faire siens, par une espèce de réflexe conditionné, tous les intérêts des Etats-Unis ; ou, *a fortiori*, réintégrer l'O.T.A.N., alors, de toute évidence, je ne suis et ne serai jamais atlantiste. Mais, en même temps, je suis profondément

dément attaché aux valeurs de liberté auxquelles sont attachés, aussi, nos amis américains ; je me sens solidaire d'eux quand l'essentiel, c'est-à-dire ces valeurs, est en cause. Car je n'ai jamais confondu indépendance et isolement, patriotisme et solitude. D'ailleurs, comment ne me souviendrais-je pas qu'en 1960, le général de Gaulle lui-même avait déclaré devant le Congrès des Etats-Unis : « Si, matériellement, la balance peut sembler égale entre les deux camps qui divisent l'univers, moralement elle ne l'est pas. La France, pour sa part, a choisi ; elle a choisi d'être du côté des peuples libres, elle a choisi d'être avec vous » ?

Et comment oublierai-je que Georges Pompidou n'avait pas hésité, au Kremlin même, à réaffirmer la fidélité inébranlable de la France à ses alliances ? Il ne s'agissait, au demeurant, que de bon sens, et les Soviétiques ne songèrent même pas à s'en étonner, encore moins à s'en indigner.

D'ailleurs, qu'importent les mots ? L'essentiel à mes yeux est de savoir choisir au bon moment. Lorsque le général de Gaulle, à l'occasion de cette crise de Cuba que j'évoquais tout à l'heure, apporta spontanément son soutien au président Kennedy, il avait raison.

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing, au lendemain de l'occupation de l'Afghanistan, hésita tellement qu'on ne savait plus quelle était la politique de la France, il n'avait pas raison.

Depuis l'élection de Ronald Reagan, l'Amérique parle d'une voix plus forte, plus claire. Certaines de ses options sont sans doute un peu manichéennes et je n'approuve pas toutes les conceptions de sa diplomatie, notamment sur les droits de l'homme qui doivent être défendus avec discernement sans pour autant passer au second plan. Mais au moins sait-on nettement, désormais, ce que veulent les Etats-Unis et je m'en réjouis. C'est ce genre de vigueur et de transparence dans la conviction que j'appelle de mes vœux pour la France. Une France qui ne se résoudrait plus à accepter l'inacceptable et à graduer ses réprobations en fonction des exigences de la conjoncture ou de l'air du temps. Une France pacifique mais ferme, généreuse mais résolue. Une France qui, à Washington comme à Moscou, serait enfin appréciée pour les bonnes raisons, c'est-à-dire respectée.

**Jacques CHIRAC.**

(1) On pourra se reporter, en particulier, à mon article publié dans *FOREIGN AFFAIRS* en avril 1978 : « France : illusions, tentations, ambitions ».